

Il était une fois la Résistance dans le Val-d'Oise

Juillet-août 1940. La vie paraît s'être interrompue. Comme la plupart des régions du Nord et de l'Est, le Val-d'Oise a été largement dépeuplé par l'exode qui a poussé la population sur les routes du Midi devant l'avance des troupes ennemies et sous les bombardements des Stukas.

L'auteur de ces lignes — rescapé de la 8^e Armée encerclée dans la poche d'Alsace, puis démobilisé en zone libre — se souvient de son retour, fin juillet, à sa maison familiale d'Enghien-les-Bains : la ville désertée paraît morte, comme après un cataclysme ; les volets sont clos, les grilles des pavillons barricadées, quand ceux-ci n'ont pas été pillés au cours de l'exode ou réquisitionnés par l'occupant. Quelques rares boulangeries ou épiceries ont heureusement rouvert leurs portes — on se demande par quel miracle ! Les moyens de transport font presque totalement défaut, hormis quelques trains de banlieue intermittents et le recours aux indispensables bicyclettes dont l'usage va s'imposer pendant quatre années. Les dernières voitures automobiles, laissées dans les garages, ont été, elles aussi, réquisitionnées et les ateliers de réparations occupés, en général, par des postes de garde. D'ailleurs, il n'y a plus d'essence ; des grands entrepôts de carburant du Pecq et de Colombes, mis à feu dès le 13 juin, il ne subsiste plus que des restes calcinés. Plus de journaux, si ce n'est quelques feuilles collaboratrices, éditées à Paris. Mais, sur les murs, ici et là, les sinistres affiches bordées de noir, de blanc et de rouge, émanées du commandement militaire allemand et rappelant les consignes de ravitaillement ou les sanctions redoutables frappant tout acte de violence, de destruction, de sabotage.

Rappelons que la Seine-et-Oise, comme l'ensemble de la région parisienne, se trouve placée sous les ordres du commandant militaire du Gross-Paris, le général von Stutnitz, installé à l'Hôtel Crillon, qui met en place dans la plupart de nos villes ses services, ses Feldkommandatur ou Feldgendarmeries, quand ce ne sont pas les officines de la Gestapo.

C'est ainsi, par exemple, que dès juin 1940 les Allemands, fortement implantés à Enghien, occupent l'Établissement Thermal et le Casino, ainsi que diverses villas des bords du lac, tandis que la Kommandatur siège au n° 171 de la route de Saint-Leu.

De toute façon et, à l'exception de quelques préfets demeurés sur place, l'organisation administrative et municipale de la France est totalement démantelée par les événements, plus particulièrement dans la zone occupée. Le Parlement républicain a cessé d'exister depuis le 10 juillet 1940, remplacé par le seul gouvernement de Pétain et les organismes de la prétendue « Révolution nationale ». Les parlementaires — et surtout les opposants au coup d'état de Vichy — sont dispersés ou pourchassés. N'oublions pas que les élus communistes ont été, antérieurement, « déchus » de leur mandat, tels, pour ce qui nous concerne, le député d'Argenteuil, Gabriel Péri qui, plus tard et en 1941, sera livré aux Allemands et fusillé. D'autre part, la plupart des Maires et fonctionnaires municipaux ont accompagné leurs administrés dans l'exode vers le sud, laissant la place, le plus souvent, à quelques notables locaux qui, s'instituant « maires provisoires » se chargèrent, dans des conditions souvent difficiles et dignes d'admiration, d'assurer la répartition des vivres et la remise en route de quelques services indispensables ou d'œuvres de secours. Cette situation de fait devait d'ailleurs, en l'absence de toute élection régulière, se perpétuer longtemps : dès l'automne 1940, le Journal Officiel entreprendra de publier une longue liste des maires révoqués, des conseils municipaux suspendus ; ils seront, en vertu d'une loi du 16 novembre, remplacés par des conseils désignés par le préfet ou le ministre de l'Intérieur, sur une liste de présentation soumise à l'autorité de tutelle. Certains anciens élus consentiront à reprendre leurs fonctions dans ces conditions ; d'autres se refuseront à entrer dans ce jeu anti-démocratique, tels que M. Moulin et d'autres conseillers municipaux socialistes de Soisy-sous-Montmorency, comme ils s'en souviennent : « Aux dernières semaines de 1940 ou au début 1941, la Mairie nous fait parvenir un questionnaire dont les réponses doivent préciser les antécédents raciaux sur trois générations. Chaque conseiller municipal doit dire s'il accepte



Durant toute la guerre, les propagandistes du nazisme (affiche ci-dessous) tenteront de faire oublier la sauvagerie des occupants (ci-dessus).

d'être inscrit sur l'une des deux listes établies par le maire (possibles ou probables) qui seront soumises à l'autorité préfectorale pour former le nouveau Conseil. De plus, il faut faire une déclaration de fidélité au Maréchal. Nous réunissons le Groupe Socialiste, soit 5 présents sur 7, c'est-à-dire MM. Richard Jean, Wolff, Le Clerc, Valteau et moi-même. A l'unanimité, refus catégorique qui sera adressé individuellement au Maire. Nous estimons que malgré l'abattement et une certaine venlerie dans la population, la France a besoin non de collaborateurs mais de combattants ». Nous retrouvons d'ailleurs, au fil de ces pages, M. Moulin, devenu un peu plus tard l'un des responsables du réseau de résistance « Libération-Nord ». Certains des magistrats municipaux ainsi nommé par voie autoritaire se dévoueront, au demeurant, au bien de la population dans ces conditions pénibles, ou même apporteront leur concours à la Résistance. D'autre, par contre, appelleront franchement à la collaboration avec l'occupant, comme le maire d'Enghien-les-Bains ou celui de Cormeilles-en-Parisis.

Quoi qu'il en soit, la masse des réfugiés de juin 1940 commence à refluer vers le mois de septembre et à regagner ses foyers, compte non tenu bien entendu, des deux millions de prisonniers qui vont croupir dans les stalags et les oflags d'Allemagne pendant si longtemps. Hébétés par le malheur, réalisant encore mal que leur pays est désormais coupé en deux par la ligne de démarcation — voire en quatre si l'on songe aux zones interdites du Nord et de l'Est — si proches de notre vallée de l'Oise — les civils vont s'habituer pendant quatre années aux cartes de rationnement, au piétinement des files d'attente à la porte des boulangeries et des magasins d'alimentation, aux hivers rigoureux sans moyens de chauffage ni charbon, aux lumières camouflées et aux signaux d'alerte, à la persécution

POPULATIONS abandonnées,



faites confiance AU SOLDAT ALLEMAND!